RÉSOLUTION

SUR

LA PROLONGATION DE L'AUTORISATION DE PROCÉDER AUX ACTIVITÉS DE LA PHASE B D'EPS-STERNA ET D'EPS-AEOLUS

**adoptée par le Conseil d'EUMETSAT dans le cadre de sa 103^e session
des 4 et 5 juillet 2023**

Les États membres d'EUMETSAT,

VU la Résolution EUM/C/102/22/Rés. I amendant le plafond du Budget général 2021-2025 («Résolution amendant le plafond du Budget général»), qui a été ouverte au vote lors de la 102^e session du Conseil et qui vise à relever le plafond du Budget général pour inclure le financement nécessaire aux activités de la phase B d'EPS-Aeolus et d'EPS-Sterna pour la période 2023-2025,

PRENANT ACTE que 27 des 30 États membres se sont prononcés sans condition en faveur de la Résolution amendant le plafond du Budget général, portant le niveau de financement des activités de la phase B à 96,8 %,

PRENANT ACTE que la Résolution amendant le plafond du Budget général ne prendra officiellement effet qu'après son approbation par tous les États membres,

VU la Résolution EUM/C/102/22/Rés. II sur l'autorisation de procéder aux activités de la phase B d'EPS Sterna et d'EPS-Aeolus, qui a été adoptée à l'unanimité par les États membres lors de la 102^e session du Conseil et qui autorise les activités de la phase B à débiter le 1^{er} janvier 2023, dans l'attente de l'approbation à l'unanimité de la Résolution amendant le plafond du Budget général pour assurer une synchronisation continue avec les activités critiques du segment spatial menées par l'ESA et pour éviter d'engendrer des coûts supplémentaires et des risques programmatiques,

PRENANT ACTE du fait que la Bulgarie, le Danemark et le Portugal doivent encore voter en faveur de la Résolution amendant le plafond du Budget général,

COMPTANT que les Délégations susmentionnées seront en mesure d'achever leurs processus d'approbation nationaux respectifs dans un bref délai et que la Résolution amendant le plafond du Budget général prendra effet d'ici à la prochaine session ordinaire du Conseil les 28 et 29 novembre 2023 au plus tard,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

- I** Les activités de la phase B d'EPS-Aeolus et d'EPS-Sterna peuvent se poursuivre dans l'attente de l'entrée en vigueur formelle de la Résolution amendant le plafond du Budget général, prévue avant la prochaine session ordinaire du Conseil les 28 et 29 novembre 2023.
- II** La Bulgarie, le Danemark et le Portugal seront légalement tenus de contribuer financièrement aux activités de la phase B d'EPS-Aeolus et d'EPS-Sterna, uniquement après avoir confirmé leur vote sans condition en faveur de la Résolution amendant le plafond du Budget général.
- III** Un montant correspondant aux contributions de la Bulgarie, du Danemark et du Portugal restera bloqué dans le Budget général pour l'année 2023, jusqu'à la notification par ces États membres au Directeur général de leur vote sans condition en faveur de la Résolution amendant le plafond du Budget général.
- IV** La Bulgarie, le Danemark et le Portugal sont vivement invités à achever leurs processus d'approbation nationaux respectifs dans les plus brefs délais et au plus tard à la date de la prochaine session du Conseil les 28 et 29 novembre 2023.
- V** Si la Bulgarie, le Danemark et le Portugal n'étaient pas en mesure de confirmer l'achèvement de leurs processus d'approbation nationaux respectifs d'ici à la prochaine session du Conseil les 28 et 29 novembre 2023, les États membres ayant accepté sans réserve de contribuer aux activités de la phase B d'EPS-Aeolus et d'EPS-Sterna par un vote sans condition en faveur de la Résolution amendant le plafond du Budget général décideraient des mesures à prendre.

RÉSOLUTION
PORTANT SUR L'ENVELOPPE FINANCIÈRE
DU PROGRAMME METEOSAT TROISIÈME GÉNÉRATION D'EUMETSAT

**adoptée par le Conseil d'EUMETSAT dans le cadre de sa 104e session
des 28-29 novembre 2023**

Les États membres d'EUMETSAT,

VU la Convention d'EUMETSAT, qui stipule que son objectif principal est la mise en place, le maintien et l'exploitation de systèmes européens de satellites météorologiques opérationnels en tenant compte dans la mesure du possible des recommandations de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), et qu'EUMETSAT a également pour objectif de contribuer à l'observation opérationnelle du climat et à la détection des changements climatiques à l'échelle de la planète,

VU l'Article 2 de la Convention d'EUMETSAT, qui définit les programmes obligatoires comme les programmes indispensables pour assurer la disponibilité des observations satellitaires depuis des orbites géostationnaire et polaire,

VU la Résolution EUM/C/69/10/Rés. I établissant le Programme Meteosat Troisième Génération (MTG), adoptée à la 69^e session du Conseil d'EUMETSAT le 26 mars 2010,

EU ÉGARD au fait que MTG est un programme obligatoire d'EUMETSAT auquel tous les États membres contribuent sur la base d'un barème de contributions calculé selon le RNB,

VU la Résolution EUM/C/95/20/Rés. I, adoptée lors de la 95^e session du Conseil d'EUMETSAT le 2 novembre 2020, autorisant le Directeur général à réaffecter jusqu'à 90 M€ aux conditions économiques de 2008, initialement affectés au financement des opérations courantes de MTG pour couvrir les dépassements de coûts connus et des risques non résolus du programme de développement MTG et chargeant et Directeur général d'EUMETSAT de faire rapport de l'utilisation effective et prévue des montants réaffectés dans le contexte de la présentation des projets de budgets annuels aux organes délibérants,

RAPPELANT le lancement réussi du satellite MTG I1 le 13 décembre 2022,

EU ÉGARD au fait qu'un certain nombre de risques, décrits dans le document EUM/C/104/23/DOC/04, se sont matérialisés et que l'enveloppe financière arrêtée dans la Résolution EUM/C/69/10/Rés. I sur le Programme MTG ne sera pas suffisante pour accomplir toutes les activités du Programme MTG approuvé,

EU ÉGARD au fait que la nécessité d'une augmentation de l'enveloppe financière du programme MTG pourrait se traduire par un montant dépassant 10 % de l'enveloppe financière du programme MTG approuvée en 2011,

EU ÉGARD au fait qu'un certain nombre de risques, décrits dans le document EUM/C/104/23/DOC/04, restent à résoudre et que, par conséquent, le montant final nécessaire pour accomplir toutes les activités du Programme MTG approuvé ne peut être déterminé à ce jour,

RECONNAISSANT la nécessité de poursuivre et de terminer les activités du Programme MTG, dont les opérations du système et du segment sol ainsi que des Centres d'applications satellitaires, requises pour fournir les données et produits convenus aux utilisateurs et pour initier les améliorations permettant de répondre aux besoins évolutifs des États membres,

SOULIGNANT la nécessité de mettre en œuvre des solutions économiquement efficaces et de s'assurer que le Programme MTG présente le meilleur rapport coût-bénéfice pour les utilisateurs,

NOTANT que le déphasage des programmes obligatoires engendrera un coût lié au stockage prolongé des satellites récurrents MTG et des coûts d'opération supplémentaires, mais qu'il procurera un gain de 4,4 années d'opérations supplémentaires, portant ainsi la durée totale d'exploitation à 24,4 ans,

SOUHAITANT modifier l'approche adoptée pour rendre compte de l'état de l'enveloppe financière du programme MTG, en laissant de côté l'approche précédente d'un « emprunt » sur la sous-enveloppe dédiée aux opérations pour exprimer plutôt les dépassements de coût en nombre d'années d'exploitation théoriquement non couvertes et garantir ainsi la cohérence des rapports sur les enveloppes financières du programme obligatoire EPS-SG et du programme obligatoire MTG,

RAPPELANT l'Article 5.2 (c) (iv) de la Convention d'EUMETSAT, qui stipule que les États membres peuvent décider, à une majorité représentant au moins deux tiers du montant total des contributions et la moitié des États membres présents et votants, de mesures relatives aux programmes obligatoires ayant un impact financier sur l'Organisation,

RAPPELANT l'Article 5.2 (a) (x) de la Convention EUMETSAT, qui dispose que les États membres peuvent approuver, par un vote unanime de tous les États membres, les dépassements de coûts supérieurs à 10 % du montant de l'enveloppe initiale ou du plafond d'un programme obligatoire.

SONT CONVENUS :

- I** Que l'enveloppe financière du programme MTG de 2 369 M€ aux conditions économiques de 2008 figurant dans la Résolution EUM/C/69/10/Rés. I du Programme MTG (3 059 M€ aux c.é. de 2024) sera insuffisante, et que des fonds supplémentaires, de l'ordre de 463 M€ aux conditions économiques de 2008 (662 M€ aux c.é. de 2024) en sus de l'enveloppe initiale, seront nécessaires pour couvrir les risques de développement qui se sont matérialisés et qui subsistent, les reports de lancement et les coûts d'exploitation sous-estimés, de manière à mener à bien toutes les activités prévues dans le cadre du Programme MTG approuvé.
- II** Qu'un montant supplémentaire d'environ 181 M€ aux conditions économiques de 2008 (259 M€ aux c.é. de 2024) sera nécessaire pour prolonger la durée de vie des satellites MTG, ainsi que la durée du programme pour environ 4,4 années d'exploitation supplémentaire, portant ainsi la durée totale d'exploitation à 24,4 ans.
- III** De charger le Directeur général de faire état aux organes délibérants, dans le cadre de la présentation des Projets de budgets annuels, du montant total réel du dépassement de coût par rapport à l'enveloppe financière de MTG initialement approuvée, exprimé à la fois en valeur absolue et en nombre d'années d'exploitation théoriquement non couvertes.
- IV** De charger le Directeur général de faire tout ce qui est possible pour maintenir à un niveau minimum les coûts globaux du programme et d'exercer un contrôle des coûts en démontrant les mesures prises pour réduire les risques de surévaluation des contributions au programme MTG tout en préservant les options disponibles pour gérer efficacement les risques et les incertitudes à long terme.
- V** Qu'une augmentation de l'enveloppe financière du programme MTG sera soumise au vote formel des États membres au plus tôt à l'horizon 2027-2028, lorsque tous les coûts de développement seront connus, que les deux premiers satellites seront en orbite et plus d'informations seront disponibles sur les coûts des opérations au terme des premières années d'exploitation courante, étant entendu que cette demande sera étayée par la communication des coûts annualisés actualisés.
- VI** Que la présente Résolution remplace la Résolution du Conseil EUM/C/95/20 Rés. I.

RÉSOLUTION
PORTANT SUR L'ENVELOPPE FINANCIÈRE
DU PROGRAMME DU SYSTÈME POLAIRE DE SECONDE GÉNÉRATION
D'EUMETSAT

adoptée par le Conseil d'EUMETSAT dans le cadre de sa 104^e session
des 28-29 novembre 2023

Les États membres d'EUMETSAT,

VU la Convention d'EUMETSAT, qui stipule que son objectif principal est la mise en place, le maintien et l'exploitation de systèmes européens de satellites météorologiques opérationnels en tenant compte dans la mesure du possible des recommandations de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), et qu'EUMETSAT a également pour objectif de contribuer à l'observation opérationnelle du climat et à la détection des changements climatiques à l'échelle de la planète,

VU l'Article 2 de la Convention d'EUMETSAT, qui définit les programmes obligatoires comme les programmes indispensables pour assurer la disponibilité des observations satellitaires depuis des orbites géostationnaire et polaire,

VU la Résolution du Conseil EUM/C/80/14/Rés.I établissant le Programme EPS-SG comme un programme obligatoire d'EUMETSAT, qui est entré en vigueur en 2016, à la suite de l'approbation pleine et entière de la Résolution EUM/C/80/14/Rés. I,

NOTANT la Résolution du Conseil EUM/C/83/15/Rés. I sur la flexibilité du transfert de crédits entre des articles du Budget EPS-SG,

EU ÉGARD au fait que EPS-SG est un programme obligatoire d'EUMETSAT auquel tous les États membres contribuent sur la base d'un barème de contributions calculé selon le RNB,

EU ÉGARD au fait qu'un certain nombre de risques, décrits dans le document EUM/C/104/23/DOC/06, se sont matérialisés et que l'enveloppe financière arrêtée dans la Résolution EUM/C/80/14/Rés. I sur le Programme EPS-SG ne sera pas suffisante pour accomplir toutes les activités du Programme EPS-SG approuvé,

EU ÉGARD au fait que la nécessité d'une augmentation de l'enveloppe financière du programme EPS-SG pourrait se traduire par un dépassement de 10 % de l'enveloppe financière du programme EPS-SG approuvée en 2016,

EU ÉGARD au fait qu'un certain nombre de risques, décrits dans le document EUM/C/104/23/DOC/06, restent à résoudre et que, par conséquent, le montant final nécessaire pour accomplir toutes les activités du programme EPS-SG approuvé ne peut être totalement déterminé à ce jour,

RECONNAISSANT la nécessité de poursuivre et de terminer les activités du Programme EPS-SG, dont les opérations du système et du segment sol ainsi que des Centres d'applications satellitaires, requises pour fournir les données et produits convenus aux utilisateurs et pour initier les améliorations permettant de répondre aux besoins évolutifs des États membres,

SOULIGNANT la nécessité de mettre en œuvre des solutions économiquement efficaces et de s'assurer que le Programme EPS-SG présente le meilleur rapport coût-bénéfice pour les utilisateurs,

NOTANT que le déphasage des programmes obligatoires entraînera une année supplémentaire d'exploitation des satellites EPS-SG, portant ainsi la durée totale d'exploitation à 22 ans au lieu des 21 ans initialement prévus,

RAPPELANT que l'Article 5.2 (c) iv) de la Convention d'EUMETSAT, qui stipule que les États membres peuvent décider, à une majorité représentant au moins deux tiers du montant total des contributions et la moitié des États membres présents et votants, de mesures relatives aux programmes obligatoires ayant un impact financier sur l'Organisation,

RAPPELANT l'Article 5.2 (a) (x) de la Convention EUMETSAT, qui dispose que les États membres peuvent approuver, par un vote unanime de tous les États membres, les dépassements de coûts supérieurs à 10 % du montant de l'enveloppe initiale ou du plafond d'un programme obligatoire.

SONT CONVENUS :

- I** Que l'enveloppe financière du programme EPS-SG de 3 323 M€ aux conditions économiques de 2012 (4 074,7 M€ aux c.é. de 2024) figurant dans la Résolution EUM/C/80/14/Rés. I du Programme EPS-SG sera insuffisante et que des fonds supplémentaires de l'ordre de 501,8 M€ aux conditions économiques de 2012 (678,1 M€ aux c.é. de 2024) en sus de l'enveloppe initiale seront nécessaires pour couvrir les risques de développement qui se sont matérialisés et qui subsistent, les reports de lancement et les coûts d'exploitation sous-estimés, de manière à mener à bien toutes les activités prévues dans le cadre du Programme EPS-SG approuvé.
- II** Qu'un montant supplémentaire d'environ 44,5 M€ aux conditions économiques de 2012 (60,1 M€ aux c.é. de 2024) sera nécessaire pour prolonger la durée de vie des satellites EPS-SG, ainsi que la durée du programme pour environ une année d'exploitation supplémentaire, aboutissant à une période d'exploitation totale de 22 ans.
- III** De charger le Directeur général de faire état aux organes délibérants, dans le cadre de la présentation annuelle des Projets de budgets, du montant réel des dépassements de coûts par rapport à l'enveloppe financière d'EPS-SG initialement approuvée, exprimé à la fois en valeur absolue et en termes d'années d'exploitation théoriquement non assurées.

- IV** De charger le Directeur général de faire tout ce qui est possible pour maintenir à un niveau minimum les coûts globaux du programme et d'exercer un contrôle des coûts en démontrant les mesures prises pour réduire les risques de surévaluation des contributions au programme EPS-SG tout en préservant les options disponibles pour gérer efficacement les risques et les incertitudes à long terme.
- V** Qu'une augmentation de l'enveloppe financière du programme EPS-SG sera soumise au vote formel des États membres au plus tôt à l'horizon 2027-2028, lorsque tous les coûts de développement seront connus, que les deux premiers satellites seront en orbite et plus d'informations seront disponibles sur les coûts des opérations au terme des premières années d'exploitation courante, étant entendu que cette demande sera étayée par la communication des coûts annualisés actualisés.

RÉSOLUTION

RELATIVE AU PROGRAMME POUR COMPTE DE TIERS DESTINATION TERRE

POUR LA PÉRIODE 2021-2027

**adoptée par le Conseil d'EUMETSAT dans le cadre de sa 104^e session
tenue les 28 et 29 novembre 2023**

Le Conseil d'EUMETSAT,

VU le cadre juridique régissant la participation d'EUMETSAT à l'initiative Destination Terre de l'Union européenne, que le 98^e Conseil a établi en novembre 2021 en adoptant à l'unanimité la Résolution EUM/C/98/21/Rés. I établissant le programme pour compte de tiers portant sur les activités d'EUMETSAT pour la mise en œuvre de l'initiative Destination Terre de l'Union européenne dans la période 2021-2027, et en approuvant à l'unanimité la proposition de programme pour compte de tiers (EUM/C/98/21/DOC/01) et la Convention de contribution associée (EUM/C/98/21/DOC/02),

CONSTATANT que le dossier complet du programme pour compte de tiers DestinE, adopté par le 98^e Conseil, porte principalement sur la mise en œuvre de la phase I de l'initiative Destination Terre et qu'il convient à présent de le mettre à jour afin d'y intégrer les activités de la phase II et le financement de l'UE correspondant,

SOULIGNANT que c'est grâce aux contributions substantielles passées, actuelles et futures des 30 États membres d'EUMETSAT (y compris les États non membres de l'UE) qu'EUMETSAT dispose de l'infrastructure et des compétences nécessaires pour permettre à l'Union européenne d'utiliser EUMETSAT comme une entité déléguée chargée de la mise en œuvre du programme Destination Terre,

VU la proposition de programme actualisée relative au programme pour compte de tiers portant sur les activités d'EUMETSAT pour la mise en œuvre de l'initiative Destination Terre de l'Union européenne et sa Résolution associée, contenues dans le document EUM/C/104/23/DOC/15,

VU le projet d'amendement de la Convention de contribution entre l'Union européenne et EUMETSAT portant sur la mise en œuvre de l'initiative Destination Terre dans le cadre du programme Europe numérique de l'Union européenne, contenu dans le document EUM/C/104/23/DOC/16 REV.1 ,

CONFORMÉMENT à la Résolution EUM/C/66/08/Rés. II sur l'approbation des programmes pour compte de tiers et aux procédures relatives aux programmes pour compte de tiers approuvées par le Conseil d'EUMETSAT en décembre 2008,

CONVIENT :

- I** de modifier le programme pour compte de tiers établi aux termes de la Résolution EUM/C/98/21/Rés. I, conformément à la description fournie dans la proposition de programme actualisée ;
- II** que le programme pour compte de tiers Destination Terre sera exécuté conformément à la Convention de contribution amendée entre l'Union européenne et EUMETSAT portant sur la mise en œuvre de l'initiative Destination Terre dans le cadre du programme pour une Europe numérique de l'Union européenne ;
- III** de porter l'enveloppe financière du programme pour compte de tiers Destination Terre à 127 M€ aux conditions économiques actuelles, montant qui, selon les estimations, permettra de couvrir la mise en œuvre, jusqu'au 31 décembre 2027, des tâches de référence confiées et d'éventuelles activités optionnelles, telles que définies dans l'Annexe technique de la Convention de contribution susvisée ;
- IV** que le Directeur général devra demander au Conseil d'approuver les modifications apportées au cadre juridique de ce programme pour compte de tiers, telles que décrites à la section 7.2 de la proposition de programme actualisée ;
- V** que la version actualisée du programme pour compte de tiers Destination Terre prendra effet à la date de la signature de la Convention de contribution amendée.

DEMANDE au Directeur général :

- I** de continuer d'explorer les possibilités de permettre la participation de tous les États membres d'EUMETSAT aux activités de Destination Terre.
- II** de demander son approbation et de préparer des propositions de programme pour toutes les phases ultérieures du programme Destination Terre.